

Bulletin d'informations

Juillet 2019



Créateur de solutions métiers SAGE CRM
Ingénierie, Solution de gestion, infrastructure informatique, offres SAAS...

Sommaire

1	LA DIFFUSION DE MALWARES VIA POWERQUERY D'EXCEL	3
1.1	Une technique de hack capable de contourner les sandbox de sécurité	3
2	DES MILLIONS DE PC DELL EXPOSE A UNE VULNERABILITE DANS SUPPORT ASSIST	4
3	LA VERSION D'AUTOMNE DE WINDOWS 10 DELIBEREMENT DECEVANTE	4
3.1	Livraison en septembre pour tous les utilisateurs	5
4	DES CONSEILS SUR VISUAL STUDIO AVEC LE #VSTIP	6
4.1	Microsoft partage des trucs et astuces sur Visual Studio sur Twitter et incite les utilisateurs à faire de même	6
5	DANS LE SILLAGE DE MOZILLA, MICROSOFT DOTE EDGE DE CAPACITES ANTI TRACKING	7
5.1	Se positionner comme une alternative à Chrome	8
6	LINUX PLUS UTILISE QUE WINDOWS DANS AZURE	9
6.1	La part de marché de Linux en hausse dans le monde	9
7	MICROSOFT RENFORCE LA SECURITE ONE DRIVE 10	10
8	DES PUCES AMD OU QUALCOMM POUR LES PROCHAINES SURFACES DE MICROSOFT	11
8.1	Vraie hésitation ou tentative de négociation ?	12
9	SKYPE EST BIEN UN OPERATEUR TELECOMS TRANCHE LA COURS DE JUSTICE DE L'UE	13
10	MICROSOFT DEVOILE UNE PREMIERE VERSION D'EDGE SOUS CHRONIUM	14
10.1	La manière de gérer les MAJ pose un problème de sécurité	14
11	MICROSOFT INTERDIT L'USAGE DE SLACK A SES SALARIES	15
11.1	Une liste noire d'apps prohibées ou déconseillées	16
12	RGPD : E-COMMERCE : LE GUIDE PRATIQUE, UN AN APRES :	17
12.1	Entrée en application du RGPD : le bilan, 1 an après	17
13	COMMENT METTRE SON SITE EN CONFORMITE AVEC LE RGPD ?	18
13.1	Quelles opportunités business pour les e-commerçants ?	20
14	LA REFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	21

INFRASTRUCTURES

1 La diffusion de Malwares via PowerQuery d'Excel

Un chercheur en sécurité de Mimecast a alerté d'une menace potentielle affectant les utilisateurs d'Excel. S'appuyant sur la fonction Power Query, cette dernière pourrait permettre à un pirate de faire tourner et propager des malwares.

Après les macros, c'est au tour d'un autre composant d'Excel de mettre à risque des millions d'utilisateurs. Ofir Shlomo, chercheur en sécurité chez Mimecast, a publié une recherche dans laquelle il détaille une technique permettant l'exploitation malveillante de la technologie de connexion de données Power Query du tableur de Microsoft. « Power Query pourrait être utilisé pour lancer des attaques sophistiquées, difficiles à détecter, combinant plusieurs surfaces d'attaque. À l'aide de Power Query, les attaquants pourraient intégrer du contenu malveillant dans une source de données distincte, puis charger le contenu dans la feuille de calcul à son ouverture. Le code malveillant pourrait être utilisé pour supprimer et exécuter des logiciels malveillants susceptibles de compromettre la machine de l'utilisateur », prévient Ofir Shlomo.

La démonstration de Mimecast vise à montrer comment un pirate peut se servir de Power Query pour lancer un exploit par échange de données dynamiques (DDE). « Une page Web externe hébergeant la charge utile a été chargée dans la feuille de calcul et il pouvait écrire un serveur HTTP personnalisé et simple pour héberger la charge utile sur une page Web à afficher. Le serveur HTTP a écouté localement sur le port 80 et a traité le contenu DDE en tant que réponse lorsqu'une demande a été reçue de la feuille de calcul », explique Ofir Shlomo.

1.1 Une technique de hack capable de contourner les sandbox de sécurité

Mimecast a prévenu Microsoft dans le cadre du plan d'action de découverte de vulnérabilités CVD (coordinated vulnerability disclosure). Pour l'instant, ce dernier n'a pas proposé de correctif mais incite les utilisateurs à se tourner vers une solution de contournement, qui ne date pas d'hier, afin d'atténuer ce problème. La technique de hack dévoilée par Mimecast permet même de contourner les sandbox de sécurité chargés d'analyser les

documents envoyés par mails avant de permettre aux destinataires de les télécharger et de les ouvrir.

2 Des millions de PC Dell exposé à une vulnérabilité dans Support Assist

Le service d'assistance utilisateur SupportAssist de Dell installé sur des millions de PC aussi bien grand public que professionnels est victime d'une faille de sécurité. Une escalade de privilèges permet à un pirate d'obtenir des droits d'administrateur système.

Des millions de PC Dell sont actuellement exposés à une vulnérabilité de sécurité. Cette dernière concerne SupportAssist, le service d'assistance aux utilisateurs proposé aussi bien pour des modèles d'ordinateurs grand public que professionnels. Identifiée en tant que CVE-2019-12280, cette faille est prise très au sérieux par le constructeur texan qui invite ses clients à opérer une mise à jour de ce service dès que possible.

Cette vulnérabilité, qui touche plus précisément le composant PC Doctor, concerne la v2.0 du service SupportAssist pour les PC professionnels et la v3.2.1 et antérieurs de ce même service côté systèmes grand public. En l'absence d'application de cette mise à jour de sécurité, une possible exploitation par un tiers malveillant est possible en permettant une escalade de privilèges et l'acquisition de droits d'administrateur système. Dell recommande ainsi aux utilisateurs de réaliser dès que possible une mise à jour de SupportAssist (v2.0.1 pour les utilisateurs pro et v3.2.2 pour les autres) de façon manuelle au cas où l'update automatisé est désactivé.

3 La version d'automne de Windows 10 délibérément décevante

Il semble que la version 19H2 de Windows 10 prévue pour septembre ne soit rien d'autre qu'un bon vieux service pack sans fonctionnalités nouvelles.

Si vous vous demandez ce qu'il y aura dans la prochaine version de Windows 10 19H2 de Microsoft, la réponse est : pas grand-chose. Microsoft a déclaré lundi que la prochaine version 19H2, prévue pour septembre, inclura « un ensemble de fonctionnalités destinées à améliorer les performances, les fonctionnalités d'entreprise et la qualité ». Il semble que l'objectif de cette future version soit essentiellement d'améliorer des choses qui existent déjà sous Windows, et qu'elle est davantage axée sur les déploiements des entreprises et des partenaires que sur l'ajout de fonctionnalités orientées client.

L'éditeur a également annoncé la sortie de nouvelles versions 19H2 dans le cadre du Slow Ring, équivalentes aux versions release du « Fast Ring » de Windows 10 Insider. Chaque version build sera déployée sous la forme d'une mise à jour cumulative, en d'autres termes, un patch plutôt qu'une build entièrement nouvelle. La première d'entre elles, référencée Build 18362.1, a été mise à la disposition des utilisateurs ce lundi. « Cette mise à jour contient deux changements d'arrière-plan pour les OEM, mais rien de visible pour les Insiders », a déclaré l'éditeur. Les Insiders ne sont même pas sûrs de voir les changements apportés. Ces derniers seront déployés selon un calendrier établi, et certaines versions verront leurs fonctionnalités désactivées et activées ultérieurement.

3.1 Livraison en septembre pour tous les utilisateurs

Si vous n'êtes pas Windows Insiders, et que vous ne voulez pas faire partie de ce groupe, rien ne changera. Au cours du mois de septembre, la version release de Windows 10 19H2 sera livrée aux utilisateurs selon les modalités habituelles. Cette fois-ci, cependant, il y a peu de chance qu'ils constatent des changements significatifs dans leur expérience Windows. Cela signifie que si Microsoft continue sur sa lancée, il faut s'attendre à la sortie de deux versions de fonctionnalités dans l'année, autour des mois d'avril et de septembre. Mais seule la version d'avril comportera de nouvelles fonctionnalités, la version d'automne devenant de fait une version de maintenance pour corriger les bugs et mettre à jour des fonctionnalités déjà présentes dans Windows. Il semble que Microsoft essaye de faciliter la vie des fabricants de PC et des grandes entreprises clientes, qui doivent à chaque fois tester et déployer les mises à jour de fonctionnalités du printemps et de l'automne.

À tout le moins, ces modalités mettent un peu d'ordre dans le calendrier de sortie des versions release de Microsoft. La firme de Redmond a déjà commencé à livrer les premières builds de la version dite 20H1, dont la sortie est prévue vers avril 2020. Celles-ci aussi apportent principalement des améliorations plutôt que des nouvelles fonctionnalités. Jusqu'à

présent, la nouveauté la plus importante de la version 20H1 est probablement le sous-système Windows pour Linux 2, tournant avec un véritable noyau Linux.

4 Des conseils sur Visual Studio avec le #vstip

4.1 Microsoft partage des trucs et astuces sur Visual Studio sur Twitter et incite les utilisateurs à faire de même.

Microsoft utilise le hashtag #vstip sur Twitter pour partager des astuces sur son IDE Visual Studio. L'entreprise promet des conseils utiles à tous les utilisateurs, novices ou aguerris, de Visual Studio et les encourage à partager leurs propres astuces en utilisant le hashtag.

Quelques trucs et astuces de Visual Studio fournis jusqu'à présent :

- Pour améliorer les performances de la charge de la solution et réduire le bruit visuel, désactivez la restauration des extensions de nœuds dans l'explorateur de solutions Solution Explorer et la réouverture des documents au chargement de la solution.
- Pour une navigation rapide au clavier, utilisez Ctrl+T pour trouver n'importe quoi dans une solution.
- Comme raccourci de débogage, utilisez F10 pour construire, exécuter et attacher le débogueur. Le débogueur interrompt automatiquement la première exécution du code. Il n'est pas nécessaire de fixer des points d'arrêt.
- Également pour le débogage, utilisez la fonction « Réattacher au processus » ou « Reattach to process », via Shift-Alt+P, quand vous vous connectez au même processus de manière répétitive.
- Utilisez Maj-Alt+W pour encadrer rapidement les éléments HTML de balises
- Utilisez la config pour spécifier les composants Visual Studio nécessaires pour chaque solution. L'IDE vous demandera d'installer ceux qui manquent.

- Utilisez l'extension Visual Studio Spell Checker pour vérifier l'orthographe des commentaires, du texte brut et des chaînes de caractères.
- Utilisez l'extension « Ajouter un nouveau fichier » pour ajouter des fichiers à un projet.

Visual Studio est téléchargeable à partir de la page de téléchargement du produit.

5 Dans le sillage de Mozilla, Microsoft dote Edge de capacités anti-tracking

En ajoutant une protection contre le pistage à la version Chromium d'Edge, Microsoft veut montrer qu'il met un peu de distance entre son navigateur et Google Chrome.

Microsoft est le dernier des éditeurs à introduire une protection contre le pistage dans son navigateur Edge et le dernier à s'attaquer au navigateur dominant Chrome de Google. Telle que l'a décrite Microsoft, la fonction de prévention du suivi ou « tracking prevention » est très similaire à celle mise en œuvre par ses concurrents Mozilla et Apple qui ont introduit des cookies bloquants dans leurs navigateurs Firefox et Safari. « La prévention du suivi permet de protéger l'utilisateur contre le suivi de sites Web auxquels il n'accède pas directement », ont écrit Brandon Maslen, ingénieur logiciel senior, et Ryan Cropp, ingénieur logiciel, dans un article posté le 27 juin sur un blog de l'entreprise.

Mais la fonction anti-pistage de Microsoft se cache encore derrière une page d'option : dans Edge, la page est accessible en tapant `edge:///flags` dans la barre d'adresse, ce qui révèle, au passage, les racines Chromium de Edge (la commande `chrome://flags` est connue depuis longtemps des utilisateurs de Chrome expérimentés). Une fois que l'utilisateur a sélectionné le paramètre « Activé » de l'option « Microsoft Edge tracking prevention », il doit relancer le navigateur pour rendre l'anti-tracking de Edge opérationnel. D'autres paramètres permettent aux utilisateurs de régler le degré de blocage du tracker.

Seule la version « Canary Build » de Chrome pour Windows - la plus brute, la moins fiable des quatre branches que Microsoft continuera éventuellement à maintenir - offre actuellement la prévention du suivi. La version Build de Canary pour MacOS sera bientôt dotée de la fonctionnalité et ce sera certainement le cas par la suite des versions Dev builds de Windows

10 et de macOS. Parce que la version Edge « full-Chromium » de Microsoft - le navigateur que Microsoft redéveloppera cette année sur la base du projet open-source Chromium - fonctionne également sous Windows 7, 8 et 8.1, le blocage finira également par arriver sur ces OS.

On ne sait pas très bien le temps qu'il faudra à Microsoft pour peaufiner la fonction de prévention du suivi de Edge. D'après les déclarations de Brandon Maslen et de Ryan Cropp, il semble que le travail de Microsoft ne fait que commencer. « Nous attendons les commentaires des utilisateurs des canaux Canary et Dev sur cette fonctionnalité expérimentale pour comprendre l'impact potentiel sur la compatibilité web et faire en sorte que la fonction soit utile et facile à utiliser », ont-ils expliqué. Ce qui semble tout à fait logique. Par exemple, Mozilla, dont le navigateur Firefox offre sans doute le système anti-pistage le plus complet, a passé des années à travailler sur la technologie de protection, limitant d'abord la fonction au mode de navigation privé, avant de l'intégrer avec précaution à l'ensemble du navigateur. Selon Mozilla, ce travail en amont était indispensable, car les bloqueurs de suivi ont l'habitude de « casser » les sites. C'est seulement depuis le début du mois de juin que Mozilla a activé la fonctionnalité par défaut.

Ce n'est probablement pas une coïncidence si Microsoft communique sur la prévention du suivi peu après l'activation de la fonction Enhanced Tracking Protection (ETP) par Mozilla. L'ajout de cette fonction est devenu l'un des principaux arguments de promotion de Firefox, et le message a fait impression : la semaine dernière, le Washington Post a déclaré que le navigateur Chrome « ressemblait fort à un logiciel de surveillance » parce qu'il n'essayait pas d'empêcher le suivi, et le quotidien a cité Firefox comme étant le navigateur le plus à même de bloquer les trackers. « Voir que le navigateur Web le plus populaire est développé par la plus grande entreprise de publicité mondiale est à peu près aussi intelligent que de confier la gestion d'une boutique de bonbons à des enfants », a déclaré Geoffrey Fowler, chroniqueur du Washington Post, spécialiste des technologies. « J'ai décidé d'abandonner Chrome pour la nouvelle version du Firefox de Mozilla, qui offre par défaut une protection de la vie privée », a-t-il ajouté.

5.1 Se positionner comme une alternative à Chrome

Microsoft aimerait se placer dans le camp des opposants à Chrome, vu que la part de marché de ses navigateurs, comme celle de Firefox, a été fortement entamée par Google. Edge a peu de choses à gagner sur Firefox - selon les dernières statistiques, le navigateur de Mozilla

détient moins de 10% des parts de marché - mais Microsoft doit convaincre les utilisateurs de Chrome sous Windows de revenir à une application développée par la firme Redmond. Concernant Chrome, la prévention du tracking de Edge peut être interprétée comme une déclaration d'indépendance plus affirmée de la part de Microsoft. Même si l'éditeur est redevable au projet Chromium pour ses technologies sous-jacentes (et Google utilise essentiellement Chromium), l'entreprise a laissé entendre qu'elle n'imiterait pas Chromium/Chrome à tous égards. Faire un choix que Google n'adoptera probablement pas sans réserve, permet à Microsoft de montrer qu'Edge n'est pas qu'un clone de Chrome avec un nom différent.

6 Linux plus utilisé que Windows dans Azure

Le nombre d'instances Linux tournant dans le cloud Azure de Microsoft est désormais majoritaire par rapport à celles sous Windows Server. Une tendance de fond qui concerne aussi bien les clients que l'éditeur lui-même.

L'époque où l'ancien CEO de Microsoft Steve Ballmer qualifiait Linux de cancer appartient bel et bien au passé. Depuis que la firme de Redmond a rejoint la fondation Linux en 2016, les annonces de soutien et de support autour de systèmes ouverts se sont multipliés (Azure Sphere, Chromium sur Edge, meilleure prise en charge des containers Linux dans Windows Server 19...). Cette fois, c'est un cap autant symbolique que significatif qui a été franchi concernant l'utilisation d'instances Linux dans le cloud Azure, devenue aujourd'hui majoritaire. « L'usage de Linux dans notre cloud a dépassé Windows », a indiqué Sasha Levin, développeur chez Microsoft chargé de l'optimisation du noyau Linux pour Windows Server.

La progression des instances Linux dans le cloud de Microsoft s'est accélérée ces derniers mois. Alors qu'en 2017 le directeur technique de l'éditeur, Mark Russinovich, a expliqué que Linux tournait sur 25% des instances Azure, courant 2018 Scott Guthrie, vice-président exécutif de Microsoft et ancien dirigeant de l'activité cloud de Microsoft, a précisé que cette proportion était déjà proche de la moitié. Le choix de se tourner vers des instances et des piles Linux opérées dans Azure ne concerne pas seulement les clients mais également Microsoft lui-même pour ses besoins en solutions de sécurisation des terminaux en environnement IoT (Azure Sphere) mais aussi SDN avec Sonic. A ce jour, plus de 8 distributions Linux sont également accessibles sur Azure.

6.1 La part de marché de Linux en hausse dans le monde

L'accroissement de l'usage de Linux sur le cloud de Microsoft est loin d'être un cas isolé. Dans le monde, la part de marché de cet environnement gagne des points chaque année avec aujourd'hui plus de 70% des plus importants sites web mondiaux qui tournent dessus sachant qu'il motorise également plus de 90% des instances AWS EC2. Selon IDC, en 2017 Linux frôlait les 70% de part de marché sur les systèmes et sous-systèmes d'exploitation mondiaux.

7 Microsoft renforce la sécurité One Drive

La fonction Personal Vault permet aux utilisateurs de OneDrive de protéger leurs fichiers sensibles et nécessite une authentification à deux facteurs.

Les modifications du service de stockage OneDrive annoncées hier par Microsoft permettront aux utilisateurs de protéger une partie ou même la totalité de leurs documents stockés dans le cloud avec un niveau de sécurité supplémentaire. D'après la présentation du fournisseur, OneDrive Personal Vault fonctionne comme une partition protégée de OneDrive dans laquelle les utilisateurs peuvent verrouiller leurs fichiers « les plus sensibles et les plus importants ». De plus, l'accès à cette zone n'est possible qu'après une deuxième étape d'authentification, sous forme de scan d'empreintes digitales, de reconnaissance faciale, de PIN individuel, de code envoyé par SMS sur le smartphone de l'utilisateur ou via l'application mobile Microsoft Authenticator. Ce processus d'identification est souvent qualifié d'authentification à deux facteurs pour le différencier de l'identification par nom d'utilisateur et mot de passe utilisée généralement pour sécuriser un compte.

Selon Seth Patton, directeur général de Microsoft 365, le principe de OneDrive Personal Vault est de créer une sécurité intégrée de sorte que « si quelqu'un accède à votre compte ou à votre appareil », les fichiers contenus dans ce coffre demeurent inviolables. « L'accès au coffre-fort sera également limité par une minuterie, c'est-à-dire que la partition est verrouillée après une période d'inactivité définie par l'utilisateur », a ajouté M. Patton. Les fichiers ouverts à partir de l'espace de stockage protégé se fermeront également à l'expiration de ce délai. Comme son nom l'indique, le coffre-fort

ne concerne que le service de stockage grand public OneDrive Personal, et non le service OneDrive for Business professionnel. Le service OneDrive Personal est gratuit et n'offre que 5 Go de stockage, mais de nombreux utilisateurs abonnés à Office 365 bénéficient d'un espace de stockage de 1 To dans OneDrive. (L'offre de stockage seule OneDrive 50 Go coûte 2 euros par mois).

Sur les machines Windows 10, le coffre-fort personnel Personal Vault se synchronise avec un espace de stockage local chiffré BitLocker que l'on peut comparer à un dossier chiffré particulier. Comme OneDrive for Business, OneDrive Personal crypte les données pendant le transfert entre le PC et le serveur de Microsoft et inversement. Les données « au repos » sur le serveur de Microsoft sont également chiffrées. OneDrive for Business n'a pas de coffre-fort et il est peu probable que cela arrive un jour. Ce qui n'est pas surprenant, car cela permettrait aux employés de stocker des données sur lesquelles l'entreprise et le personnel IT n'auraient aucune visibilité.

OneDrive Personal est associé à Office 365 Home et à Office 365 Personal, et ces solutions d'abonnement grand public ne sont pas autorisées pour des tâches professionnelles. Pour des raisons purement légales, le coffre-fort ne convient pas pour stocker des documents et des fichiers professionnels. En réalité cependant, ces solutions d'abonnements à Office sont souvent utilisées par les très petites entreprises et les entrepreneurs individuels. Dans ce contexte, OneDrive Personal Vault pourrait servir d'emplacement approprié pour stocker des documents et des données d'entreprise critique comme des listes de contacts clients ou des fichiers comportant des données comptables. D'après Seth Patton, OneDrive Personal Vault sera bientôt disponible pour les clients localisés en Australie, au Canada et en Nouvelle-Zélande, et sera étendu à tous les pays d'ici la fin de l'année.

8 Des puces AMD ou Qualcomm pour les prochaines surfaces de Microsoft

Selon certaines sources, Microsoft envisagerait de changer de fournisseur pour les CPU et GPU de sa gamme Surface. A moins qu'il ne s'agisse d'une tactique pour durcir les négociations avec son partenaire habituel, Intel...

Alors que Microsoft tente de diversifier son portefeuille, les prochaines versions de sa gamme Surface pourraient utiliser des puces d'AMD ou de Qualcomm. Bien que l'on ne sache pas si la relation de Microsoft avec Intel se soit détériorée, l'entreprise envisage apparemment d'équiper ses produits soit d'un SoC AMD, soit d'une puce Snapdragon, comme l'ont rapporté nos confrères du média Petri. Le SoC AMD, baptisé Picasso, combine un noyau Zen+ avec un GPU Vega. Il serait utilisé à l'intérieur d'un potentiel Surface Laptop 3, la puce Qualcomm étant réservée au Surface Pro 7.

Microsoft organise généralement des événements pour mettre à jour ses appareils Surface en octobre. Les améliorations apportées en 2018 au Pro 6 et au Laptop 2 étaient principalement d'ordre esthétique. Selon Petri, il devrait en être de même pour le mois d'octobre prochain, avec en bonus le passage d'un connecteur Surface sous-utilisé à un port USB-C plus conventionnel.

8.1 Vraie hésitation ou tentative de négociation ?

Microsoft pourrait bien être en train de faire fuiter intentionnellement des informations concernant l'utilisation de fabricants de puces rivaux. Une tactique de négociation éprouvée qui lui permettrait d'obtenir de meilleurs prix auprès d'Intel, son fournisseur exclusif de processeurs. Mais il est également probable que Microsoft soit tout simplement en quête de meilleures solutions. Par exemple, les Surface Pro incluent généralement une variante LTE qui est livrée plus tard. Le passage à une puce Qualcomm Snapdragon relativement puissante comme la 8cx permettrait probablement à une variante LTE ou 5G d'être expédiée immédiatement - il ne serait alors pas exclu de l'étiqueter en tant que Surface Pro 7 5G.

Un passage à AMD pour le Surface Pro permettrait par ailleurs à Microsoft de gagner en puissance graphique. Intel a d'ailleurs récemment fait d'audacieuses affirmations sur l'efficacité de ses propres puces Ice Lake par rapport aux GPU d'AMD. Dans tous les cas, il est probable que Microsoft choisira AMD, Intel ou Qualcomm pour une gamme de produits exclusive. La complexité de la conception de tablettes ne se prête pas à des designs pouvant s'adapter à un choix de puces. Que de nouveaux produits de Surface soient mis sur le marché n'est qu'une spéculation à l'heure actuelle. Mais si Microsoft évalue les options de CPU, le prochain rafraîchissement de la gamme Surface pourrait sortir un peu de l'ordinaire, ce qui constituerait une bonne nouvelle.

9 Skype est bien un opérateur télécoms tranche la Cours de Justice de l'UE

Après avoir été saisie par la cour d'appel de Bruxelles, la Cour de Justice de l'Union européenne estime que SkypeOut, service d'appel payant vers des téléphones fixes ou mobiles, fait bien de Skype Communications un opérateur de télécommunications.

Dans un arrêt daté du 5 juin 2019, la Cour de Justice de l'Union européenne vient de statuer que SkypeOut est un service de communications électroniques. Ce faisant, cette option qui peut être ajoutée à Skype fait de son fournisseur un opérateur de télécommunications, soumis aux obligations associées à ce statut. Le logiciel Skype, qui permet à ses utilisateurs d'établir entre eux des communications audios et vidéos sur IP, a été créé par des Suédois en 2003, puis racheté par Microsoft en 2011 pour 8,5 Md\$.

Le service additionnel SkypeOut permet à l'utilisateur d'un terminal connecté à Internet de passer un appel téléphonique vers une ligne fixe ou mobile en mode VoIP (Voice over Internet Protocol). C'est en 2018 que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, l'IBPT, en litige avec Skype Communications depuis plusieurs années, avait soumis ce cas à la Cour de Justice de l'UE. L'IBPT demandait à Skype de se notifier comme opérateur de télécoms pour SkypeOut considérant que, dans le cas contraire, il exerçait à travers ce service une concurrence déloyale vis-à-vis des opérateurs de télécommunications. Skype refusait de se plier à cette requête. L'affaire fut portée devant la Justice belge qui a considéré que la question devait être tranchée au niveau européen. La Cour d'appel de Bruxelles a alors soumis un renvoi préjudiciel à la Cour portant sur l'interprétation de la directive 2002/21/CE du 7 mars 2002 qui porte sur le cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communication électroniques.

Parmi les éléments retenus par la CJUE pour statuer figure par exemple le fait que « Skype Communications perçoit une rémunération de la part des utilisateurs de SkypeOut - par prépaiement ou abonnement », ainsi que le relève le cabinet Alain Bensoussan Avocats. Et que « Skype Communications est bien responsable, envers

les utilisateurs de la fonctionnalité SkypeOut », en vertu de la relation contractuelle qui lie la société à ses clients.

10 Microsoft dévoile une première version d'Edge sous Chromium

Alors que des liens de téléchargement avaient déjà fuité il y a plusieurs semaines, la version tournant sur Chromium d'Edge a été dévoilée la semaine dernière par Microsoft. Mais la décision de l'entreprise de ne pas s'en tenir à un calendrier de mise à jour défini soulève des questions sur la rapidité avec laquelle cette mouture obtiendra des correctifs de sécurité.

La semaine dernière, Microsoft a levé le voile sur les versions préliminaires de son navigateur Edge tournant sur Chromium, retravaillé pour Windows 7, 8 et 8.1. Ces préversions, conçues pour les anciens systèmes d'exploitation, ont été marquées comme provenant du canal « Canary », la moins travaillée des quatre versions éventuelles que Microsoft prendra en charge. Deux autres canaux plus fiables, « Dev » et « Beta », serviront à la construction de la production définitive, « Stable ». Des liens de téléchargement avaient déjà fuité au mois de mars. Lorsque Microsoft a annoncé pour la première fois aux utilisateurs qu'il abandonnerait les technologies de navigation d'Edge et les remplacerait par celles du projet open-source Chromium, il a promis de créer des éditions non seulement pour Windows 10, mais aussi pour ses prédécesseurs ainsi que pour macOS. Le passage au multi-plateforme était, selon l'éditeur, l'un des avantages du passage à Chromium.

Les moteurs de rendu et JavaScript de ce dernier équipent déjà Chrome, Opera et plusieurs navigateurs spécialisés. Les utilisateurs de Windows 10 et de macOS disposent pour le moment de deux canaux pour tester Edge, Dev et Canary, qui sont respectivement mis à jour chaque semaine et chaque jour. Lorsque la version bêta sera lancée, elle sera rafraîchie environ toutes les six semaines. Mais Microsoft n'a pas l'intention de maintenir un calendrier établi lorsque son Edge sous Chromium atteindra Stable. « Nous ne serons pas tenus de respecter un rythme de six semaines, quatre semaines ou autre », a déclaré Chris Heilmann, responsable de programme Microsoft, dans une courte vidéo publiée sur Twitter. « Les délais seront cependant similaires. Chaque fois qu'il y aura quelque chose de nouveau qui sortira

dans le navigateur, pour les utilisateurs finaux, les développeurs, ou simplement pour une norme que nous prendrons en charge, nous déploierons une édition mise à jour ».

10.1 La manière de gérer les MAJ pose un problème de sécurité

Chrome et Firefox, les navigateurs actuellement en première et deuxième position dans la course au nombre d'utilisateurs, sont respectivement mis à niveau toutes les six à huit semaines et toutes les six semaines. Quelques exceptions à ces cadences sont faites une ou deux fois par an, le plus souvent vers la fin de l'année, lorsque les employés prennent des vacances. Beaucoup d'observateurs s'attendaient à ce que Edge, une fois sorti en version stable, synchronise son planning avec celui de Chrome, mais si l'on en croit les propos de Chris Heilmann, ce ne sera donc pas le cas. Difficile d'anticiper comment la firme de Redmond va gérer les mises à jour de sécurité pour Chromium Edge si elle est en retard par rapport à celles de Google pour Chrome.

Bien que Chromium bloque l'accès à son tracker de bogues pendant un certain temps après la sortie d'un correctif, de sorte que les attaquants ne puissent pas lire les détails techniques de la faille, les pirates informatiques sont connus pour effectuer une rétro-ingénierie d'une vulnérabilité en comparant le nouveau code aux anciens, puis en faisant ressortir les différences. Si Google a patché Chrome et que Microsoft attend pour mettre à jour Edge, les hackers pourraient être en mesure d'exploiter ce dernier pendant l'intervalle. En attendant d'en savoir plus sur la méthode de Microsoft, Edge pour les anciens systèmes d'exploitation Windows 7, 8 et 8.1 (version Canary), ainsi que pour MacOS et Windows 10 (Canary et Dev), peut être téléchargé sur le site Insider.

11 Microsoft interdit l'usage de Slack à ses salariés

Selon plusieurs médias américains, Microsoft aurait prohibé l'utilisation de Slack par ses employés. La raison invoquée n'est pas celle à laquelle on pourrait penser. Certes, Slack est un concurrent de Teams, la messagerie d'entreprise de Microsoft, mais la firme de Redmond invoque aussi et surtout des risques de sécurité.

Microsoft aurait-il peur de la concurrence ? C'est ce que l'on pourrait penser en apprenant que la firme de Redmond aurait interdit à ses salariés l'usage de Slack, près de trois mois après avoir migré l'ensemble de ses équipes vers Teams, sa solution maison de messagerie collaborative. Pourtant, bien que cet argument ait certainement joué un rôle, ce n'est pas la raison invoquée.

Selon un document que se sont procuré nos confrères de GeekWire, Slack représenterait aux yeux de Microsoft un danger sur le plan de la sécurité. « Les versions Slack Free, Slack Standard et Slack Plus ne fournissent pas les contrôles nécessaires pour protéger correctement la propriété intellectuelle (PI) de Microsoft », stipule cette note, qui précise tout de même que « la version Slack Enterprise Grid est conforme aux exigences de sécurité de Microsoft » tout en encourageant « l'utilisation de Teams plutôt que d'un logiciel concurrent ».

11.1 Une liste noire d'applications prohibées ou déconseillées

Le document en question est en fait une liste de toutes les applications (logiciels et services en ligne) dont l'utilisation est interdite ou déconseillée dans le travail quotidien des salariés de Microsoft. Comme dans le cas de Slack, la majeure partie de ces outils prohibés le sont pour des raisons de sécurité et de protection des données de l'entreprise. Au côté de l'application de messagerie collaborative, on trouve le correcteur grammatical Grammarly et le logiciel de sécurité Kaspersky.

La catégorie « déconseillés » comprend AWS, Google Docs, PagerDuty et même, de manière assez surprenante, la version cloud de GitHub, plateforme de développement collaborative acquise l'an dernier par... Microsoft. Dans ce dernier cas, l'éditeur avertit ses employés des risques liés « au code, aux informations et aux spécifications hautement confidentiels ». GeekWire nous apprend également que l'utilisation d'AWS requiert « une justification commerciale », étant donnée la concurrence avec Azure.

Alors que Teams est officiellement devenu le leader des applications de messagerie d'entreprise, cette liste noire rappelle d'autres épisodes dans l'histoire de la culture d'entreprise du côté de Redmond. Il y a quelques années encore, les Mac étaient ainsi exclus des bureaux de Microsoft, une concurrence qui s'était poursuivie sur les smartphones, à l'époque où l'entreprise avait encore de l'ambition dans ce domaine.

GESTION

12 RGPD : E-commerce : le guide pratique, un an après :

12.1 Entrée en application du RGPD : le bilan, 1 an après

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a profité du premier anniversaire du RGPD pour tirer le bilan de l'année écoulée.

Elle constate une forte prise de conscience des enjeux relatifs à la protection des données, que ce soit pour les particuliers comme pour les professionnels.

Près de 3 Français sur 4 se disent aujourd'hui plus sensibles aux problématiques de protection de leurs données, cette prise de conscience se matérialise plus concrètement par une forte augmentation du nombre de plaintes adressées par les particuliers à la CNIL depuis mai 2018 (11 900 plaintes au total, soit une hausse de 30 %).

Au niveau européen, les indicateurs de prise de conscience sont similaires. Les deux tiers des Européens déclarent avoir déjà entendu parler du RGPD, et, parmi ceux-ci, près de 3 sur 4 disent avoir entendu parler d'au moins un des six droits garantis par le règlement.

Par ailleurs, plus de 100 000 plaintes ont été déposées par les citoyens européens sur la période.

Si le nombre de plaintes s'envole, le volume de sanctions n'a, lui, pas augmenté, la CNIL considérant cette première année comme une année de transition.

La Commission relève tout de même l'implication des entreprises dans la mise en œuvre du RGPD : au-delà de l'afflux de demandes d'informations qu'elle a enregistré sur la période, elle comptabilise plus de 19 000 délégués à la protection des données ayant été désignés par plus de 53 000 organismes.

13 Comment mettre votre site en conformité avec le RGPD ?

Le RGPD encadre le traitement et la circulation des données à caractère personnel au sein de l'Union européenne. Il concerne toutes les entreprises - des e-commerçants pure-players aux grands groupes en passant par les TPE/PME - dès lors qu'elles collectent, stockent et/ou utilisent des données personnelles de citoyens européens.

Pour respecter le Règlement Général sur la Protection des Données, les e-commerçants doivent mettre en place 5 actions :

Action n°1 :

- Désigner un Délégué à la Protection des Données (DPO) auprès de la CNIL

Le rôle du DPO est de s'assurer de la sécurité et du bon traitement des données.

La désignation d'un DPO est obligatoire si votre entreprise emploie plus de 250 salariés ou en cas de traitement sur des données dites « sensibles »

Elle est facultative pour les petites entreprises.

Action n°2 :

- cartographier les traitements de données

Les entreprises doivent tenir un registre des traitements qui indique les informations relatives aux données traitées, en précisant le lieu, la manière et les raisons de ces traitements.

C'est ce registre qui permet de prouver la conformité de votre site en cas de contrôle de la CNIL.

Action n°3 :

- Afficher sa Politique de protection de la vie privée

Le Règlement européen renforce le droit à l'information des personnes.

Les sites doivent donc préciser toutes les informations relatives au traitement des données : leur finalité, leur fondement juridique, leur durée de conservation, les destinataires éventuels et les modalités d'exercice des différents droits.

Obtenir le « consentement éclairé » des internautes.

Action n°4 :

- Obtenir le « consentement éclairé » des internautes

Le recueil de consentement était déjà obligatoire, le RGPD est venu le renforcer.

Ceci implique d'informer clairement les visiteurs de l'usage que vous faites des données que vous collectez, et de recueillir un consentement explicite pour l'usage annoncé.

Au niveau de votre site e-Commerce, plusieurs impacts :

Recueil du consentement sur les formulaires, confirmation du consentement par e-mail et la gestion des cookies.

Action n°5 :

- Appliquer les droits des clients

Il est bien évidemment primordial de répondre aux demandes d'exercices de droits effectuées par vos clients.

Pour rappel, les droits des personnes renforcés par le Règlement Général sur la Protection des Données sont les suivants :

- Droit d'accès
- Droit de rectification
- Droit à la portabilité (transmission des données à un tiers)
- Droit à la limitation du traitement
- Droit à l'effacement (droit à l'oubli)

Permettez à vos clients d'exercer directement les droits d'accès et de rectification de leurs données depuis leur espace client sur votre site.

Nous vous conseillons en parallèle de créer des formulaires spécifiques pour permettre à vos clients de faire valoir leurs droits à la portabilité, à la limitation du traitement et à l'oubli.

13.1 Quelles opportunités business pour les e-commerçants ?

La mise en conformité d'un site e-Commerce avec les obligations du RGPD nécessite une gestion rigoureuse et consciencieuse dans le traitement des données et le respect des droits des internautes.

Le RGPD représente de réelles opportunités pour les e-commerçants :

- Renforce la confiance des clients et prospect, tout en se positionnant comme une entreprise responsable et transparente.
- En rassurant les visiteurs, on augmente l'efficacité commerciales et les ventes. Car aujourd'hui les internautes sont plus enclins à acheter sur un site qui garantit la sécurité de leurs données.
- L'optimisation du taux de transformation de vos campagnes marketing. Les contacts des bases de données sont ultra-qualifiés, et vous êtes sûr de vous adresser à la bonne personne, au bon moment, avec les bonnes informations.

14 La réforme de la formation professionnelle

La réforme professionnelle a été conçue pour simplifier le système de formation.

Le droit individuel à la formation (le DIF) qui permet aux salariés d'acquérir 120 heures de formations a été peu utilisé, en raison du manque d'information des salariés sur son fonctionnement, ses objectifs ou encore son financement.

Avec cette réforme le DIF va être remplacé par le compte personnel de formation. Qui s'appellera dès à présent le CPF.

Ce système concernera les salariés et les demandeurs d'emploi.

Ainsi il accompagnera le salarié du début jusqu'à sa retraite, contrairement au DIF qui est attaché au contrat de travail et dont on perd le bénéfice quand il se termine.

De plus les salariés pourront acquérir jusqu'à 150 heures de formations sur leurs fiefs et pourront être crédités au-delà de cette limite par d'heures offertes par exemple par les employeurs ou encore les organismes paritaires collecteurs agréés opca chargé de financer la formation des salariés.

Le financement de la formation professionnelle est également revu à la baisse pour les entreprises de 10 salariés ou plus car elles devront désormais verser à l'opca de leurs branches une contribution annuelle fixée à 1% de la masse salariale.

Auparavant les taux variaient selon l'effectif de l'entreprise et pouvaient atteindre 1,60% pour celle de 20 salariés et plus.

Pour celle de 10 salariés, la contribution reste fixée à 0,55%. Tous les deux ans les employeurs devront réaliser avec chacun de leurs salariés un entretien professionnel pour envisager leur perspective d'évolution à l'avenir. Et tous les six ans ils devront faire un récapitulatif du parcours professionnel de son salarié.

Ils devront justifier pendant celle-ci que leur(s) salarié(s) ont bien suivi une formation et bénéficier d'une augmentation de salaire ou d'une évolution de poste.

Si ce n'est pas le cas les employeurs seront sanctionnés.

Par exemple : les entreprises de plus de 50 salariés seront contraintes d'abonder le CPF des salariés concernés et les salariés disposeront de plus d'heures pour réaliser les formations de leur choix.